5 ARGUMENTS CONTRE LA MILITARISATION DE L'UNION EUROPÉENNE

L'Union européenne s'engage dans une course effrénée à la militarisation, incarnée par le plan désormais nommé Readiness 2030 (anciennement « ReArm Europe », changé de dénomination dans une logique de marketing politique). Derrière les discours sur la « défense » et la « résilience », ce projet marque en réalité un tournant structurel : l'Europe se transforme en une économie de guerre permanente, soutenue par des financements publics massifs.

1. UNE MENACE FABRIQUÉE POUR JUSTIFIER L'ESCALADE

Le récit dominant brandit la Russie comme une menace existentielle pour l'Europe. Mais selon les données du *SIPRI*, les pays européens membres de l'OTAN ont dépensé environ 454 milliards de dollars en 2024 pour leur défense, contre 149 milliards pour la Russie. Autrement dit, l'Europe dépense déjà près de trois fois plus que la Russie [1]. Aucun État membre de l'UE n'est militairement menacé à ce jour. Ce climat de peur artificiellement entretenu sert surtout à justifier des budgets militaires colossaux, à détourner l'attention des véritables urgences sociales et écologiques et à renforcer le pouvoir de l'industrie de l'armement. La fabrication de l'ennemi est une stratégie politique, pas une nécessité objective.

2. LE PIÈGE DU KEYNÉSIANISME MILITAIRE

Face aux crises multiples du système capitaliste, les bourgeoisies européennes parient sur une relance par la production d'armes. Ce *keynésianisme militaire* crée de l'emploi et de la croissance… mais dans un secteur structurellement improductif et destructeur. Les chars, les drones ou les missiles ne répondent à aucun besoin social : leur seule « rationalité économique » suppose qu'ils soient utilisés. Une logique meurtrière, sans résilience, qui fait du conflit armé une issue programmée.

3. DES MILLIARDS VOLÉS AU SOCIAL ET AU CLIMAT

Avec des programmes comme Readiness 2030, l'Union européenne prévoit de mobiliser jusqu'à 800 milliards d'euros, dont 150 milliards en prêts directs et 650 milliards par l'assouplissement des règles budgétaires nationales [2]. Pendant ce temps, les investissements promis pour le climat, les hôpitaux, les transports publics ou le logement sont sans cesse reportés ou réduits. Ce n'est pas un choix technique, c'est un choix politique : celui de l'austérité sociale et de l'abondance militaire.

4. UNE DÉRIVE ANTIDÉMOCRATIQUE

La militarisation avance dans l'opacité. Le *complexe militaro-industriel* exerce une influence croissante sur les décisions, en dehors de tout contrôle citoyen. L'élargissement des pouvoirs de la Commission européenne en matière de défense, notamment à travers la présentation en mars 2024 du paquet *« Stratégie de préparation et d'industrie de défense »*, comprenant la première *stratégie industrielle de défense de l'UE* (EDIS) ainsi que le programme *ASAP* (*Instrument d'appui à la production de munitions*), marque un tournant autoritaire inquiétant [3]. On prétend défendre la démocratie par des moyens qui la sapent – non seulement de façon directe, mais aussi en créant un terrain propice aux droites autoritaires et extrêmes européennes. L'opportunité de se draper d'un pacifisme hypocrite et d'en tirer un bénéfice électoral leur est offerte sur un plateau.

5. UNE EUROPE DE PAIX AU LIEU D'UNE EUROPE DE GUERRE

En se définissant comme « puissance militaire » [4], l'Union européenne renonce à jouer un rôle diplomatique autonome. En s'alignant sur les stratégies de l'OTAN, elle prolonge des logiques de confrontation et ferme la

voie à une sécurité commune fondée sur le désarmement, la coopération et le droit international — au lieu de l'ouvrir par une rupture nette avec les logiques militaristes qui gangrènent aujourd'hui les institutions européennes.

Les citoyen·ne·s européen·ne·s sont appelé·e·s à inverser cette trajectoire.

Une autre Europe est possible : fondée sur la paix, le respect des droits de l'Homme — au premier rang desquels le droit à la vie, à l'intégrité physique et à la sécurité —, la justice sociale et climatique et la solidarité internationale.

AGIR ENSEMBLE MAINTENANT : RÉSISTER À LA MILITARISATION DE L'EUROPE

Rejoignons la mobilisation citoyenne contre *Readiness 2030* :

Soutenons la campagne *Stop ReArm Europe* | stoprearm.org
Participons à la Semaine d'action du 21 au 29 juin 2025 – contre la militarisation de l'UE et les plans d'armement
Assistons au contre-sommet anti-OTAN les 21 et 22 juin à La Haye | tni.org
Rejoignons la manifestation internationale du 22 juin à 14h à La Haye | ipb.org
Demandons des débats parlementaires transparents et l'arrêt du financement public de l'industrie de guerre

---

Données du *SIPRI* : « Hausse sans précédent des dépenses militaires mondiales, avec un bond en Europe et au Moyen-Orient » (rapport PDF sur les dépenses des membres européens de l'OTAN et de la Russie, 2024). sipri.org
Commission européenne, *Questions et réponses sur le plan « ReArm Europe » / « Préparation à l'horizon 2030 »*, 19 mars 2025. ec.europa.eu
Commission européenne, *Améliorer la préparation et la sécurité de l'Europe grâce à la toute première stratégie industrielle de défense et à un nouveau programme pour l'industrie de la défense*, 5 mars 2024. ec.europa.eu
Commission européenne, *L'Europe de la défense, ça existe, et ça marche*, 23 mai 2024. france.representation.ec.europa.eu